



Lhyffe

Lhyffe

BROCHURE DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

du 23 mai 2025 à 10h

au 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes

TABLE DES MATIÈRES

1	Lhyfe en 2024	3
2	Perspectives et objectifs financiers	6
3	Gouvernance et commissaires aux comptes	7
4	Modalités de participation et de vote	15
5	Texte des résolutions	18
6	Demande de documents	35

1. Lhyfe en 2024

Matthieu Guesné, Fondateur et Président-Directeur général de Lhyfe :

« En 2024, dans un environnement de marché exigeant pour le secteur de l'hydrogène vert en Europe, Lhyfe a démontré sa capacité à se démarquer en poursuivant avec succès sa croissance et son développement. Grâce à des avancées commerciales et opérationnelles significatives – notamment la multiplication par quatre de notre chiffre d'affaires, la signature de nouveaux clients, l'augmentation de nos capacités de production et la conclusion de nouveaux partenariats stratégiques – nous avons su confirmer notre position en tant que pionnier et acteur incontournable dans la production et fourniture d'hydrogène vert. Lhyfe se positionne désormais comme un interlocuteur de premier rang pour les consommateurs d'hydrogène vert en Europe. »

1.1. Une année 2024 marquée par l'essor commercial et le développement industriel

1.1.1. Chiffre d'affaires 2024 multiplié par 4 par rapport à 2023

En 2024, Lhyfe a quadruplé son chiffre d'affaires à 5,1 M€, par rapport à 2023 (1,3 M€), qui marquait déjà un doublement par rapport à 2022 (0,6 M€).

Cette performance reflète principalement une production à pleine capacité du site de Bouin sur l'ensemble de l'année et l'élargissement du portefeuille de clients avec la signature de nouveaux contrats de vente d'hydrogène vert.

En 2024, le Groupe a réalisé plus de 470 livraisons, principalement en France et en Allemagne, s'appuyant sur sa flotte d'environ 70 conteneurs, et avec un taux de service de 99%.

Au cours de l'année, Lhyfe a continué d'élargir son portefeuille clients à la fois en France et en Allemagne :

- en France, les nouveaux contrats signés incluent la fourniture d'hydrogène vert à la société de taxi Hysetoo pour plus de 45 tonnes sur une période de 18 mois, et la fourniture d'hydrogène vert sur 3 ans à un opérateur de stations-service pour plus de 45 tonnes par an ;
- en Allemagne, Lhyfe a signé un contrat de fourniture d'hydrogène vert d'une durée de cinq ans avec H2 Mobility Deutschland, le plus grand opérateur européen de stations publiques d'hydrogène, pour fournir plus de 240 tonnes d'hydrogène vert en moyenne par an. En outre, un contrat de fourniture de deux ans à partir de 2025 a été signé avec un grand acteur du secteur de l'énergie aux Pays-Bas pour plus de 100 tonnes d'hydrogène vert par an en moyenne.

Ces contrats contribueront à la montée en puissance commerciale des sites existants et futurs du Groupe, en France et en Allemagne.

1.1.2. Accroissement de la capacité de production installée

- En France : Bouin, Buléon et Bessières

Pour répondre à l'accroissement de la demande des clients dans la région, la capacité de production du site de Bouin sera portée de 1 MW à 2,5 MW et sera mise en œuvre en fonction du planning de production du site. En 2024, l'autorisation de stockage sur site a été augmentée de 1 tonne à 5 tonnes.

Les sites de Buléon et Bessières, d'une capacité d'électrolyse de 5 MW chacun, sont installés.

- En Allemagne : Tübingen et Schwäbisch Gmünd

À Tübingen, le site de production *onsite* (1 MW) a été installé pour le compte de Deutsche Bahn Energie.

À Schwäbisch Gmünd, le site de production d'une capacité installée d'électrolyse de 10 MW est désormais installé. Il capitalise sur le design des sites de Lhyfe installés en France, l'expérience commerciale acquise et une base de clients déjà constituée. La montée en puissance commerciale débutera en 2025.

1.1.3. Progression des sites en phase Construction

À Croixrault, dans les Hauts-de-France, les travaux de génie civil, lancés au 1^{er} semestre 2024, sont désormais achevés. Les prochaines étapes incluent l'installation de l'ensemble des équipements, de l'infrastructure électrique et de la tuyauterie. Ce site de production de 5 MW (jusqu'à 2 tonnes d'hydrogène vert par jour) alimentera les usages locaux en matière de mobilité et d'industrie.

Au Cheylas, entre Grenoble et Chambéry, les travaux de génie civil de ce site de 10 MW (jusqu'à 4 tonnes d'hydrogène vert par jour) sont désormais achevés. Les prochaines étapes incluent l'installation de l'ensemble des équipements, de l'infrastructure électrique et de la tuyauterie. À partir de 2025, et pour une période de 10 ans, Lhyfe fournira jusqu'à 1,6 tonne d'hydrogène vert par jour à son client HYmpulsion pour répondre aux besoins de 7 de ses stations d'avitaillement en hydrogène situées sur l'arc alpin. Lhyfe approvisionnera également des industriels régionaux cherchant à substituer de l'hydrogène gris ou du gaz naturel par de l'hydrogène vert.

1.1.4. Un pipeline de projets de 9,1 GW à fin 2024

À fin 2024, le pipeline de projets de Lhyfe représente une capacité d'électrolyse totale de 9,1 GW (vs. 9,9 GW à fin 2023).

Ce portefeuille de projets est géré de manière dynamique par les équipes de Lhyfe, qui travaillent à la transformation et à la maturation des projets. Les projets à un stade de développement avancé¹ représentent une capacité totale de 553 MW à fin 2024 (vs. 564 MW à fin 2023).

En 2024, les équipes de Lhyfe ont continué à travailler sur le développement de projets bulk, on-site et backbone, avec l'atteinte de jalons significatifs pour plusieurs d'entre eux².

¹ Projets en phases « Tender ready », « Awarded » ou « Construction ». La définition de ces phases est détaillée au paragraphe 1.8.1 du document d'enregistrement universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2025 et disponible sur le site internet de Lhyfe

² Pour davantage d'informations sur chacun de ces projets annoncés, voir <https://www.lhyfe.com/investors/financial-press-releases/>

a) Projets bulk (livraison en vrac par la route)

- Lancement d'un premier projet à Wallsend, au Royaume-Uni, avec un site de production d'hydrogène vert de 20 MW ;
- Obtention de deux subventions d'environ 11 M€ chacune pour deux unités de production de 10 MW à Jordberga et Vaggeryd, dans le sud de la Suède.

b) Projets onsite (production directement sur le site du client)

- Obtention d'une subvention pouvant aller jusqu'à 149 M€ de l'Etat français pour le projet Green Horizon qui prévoit la construction d'une usine de production d'hydrogène vert de 100 MW à proximité du Havre, en Normandie ;
- Conclusion d'un protocole d'accord avec Ugitech, filiale de Swiss Steel Group, visant à installer une unité de production d'hydrogène vert sur le site d'Ugitech à Ugine, en Savoie, d'une capacité d'électrolyse de 30 MW [jusqu'à 12 tonnes par jour] ;
- Conclusion d'un partenariat exclusif avec Elyse Energy, pionnier de la production de molécules bas-carbone, en vue de développer la production d'e-méthanol à partir d'hydrogène vert qui serait produit par Lhyfe au sein d'un site de production [jusqu'à 85 tonnes par jour], à construire dans la zone du Port de Saint-Nazaire ;
- Conclusion d'un partenariat avec OX2, l'un des plus grands développeurs européens d'éoliennes terrestres, et Velarion, pour créer un pôle industriel basé sur l'hydrogène à Ånge, en Suède, comprenant une unité d'environ 300 MW [jusqu'à 100 tonnes d'hydrogène vert par jour], qui serait utilisé par la future usine d'engrais de Velarion. En octobre 2024, la municipalité d'Ånge a approuvé la construction par OX2 du parc éolien qui alimentera le site de production de Lhyfe en électricité renouvelable.

Au 31 décembre 2024 le pipeline de Lhyfe se répartit selon les différentes phases d'un projet comme suit :

	Fin 2024	Fin 2023
Unités en Opération	22 MW	6 MW
Projets phase « Construction » ¹	33 MW	39 MW
Projets phase « Awarded » ¹	10 MW	25 MW
Projets phase « Tender ready » ¹	510 MW	495 MW
Sous-total Projets à un stade de développement avancé²	553 MW	564 MW
Projets phase « Advanced development » ¹	4,1 GW	5,0 GW
Projets phase « Early stage » ¹	4,4 GW	4,3 GW
Total pipeline	9,1 GW	9,9 GW

1.1.5. Des financements supplémentaires pour accompagner notre développement**a) Jusqu'à environ 242 M€ de subventions sécurisées à ce jour**

En 2024, Lhyfe a continué d'accroître le montant des subventions sécurisées³ destinées à financer ses activités de recherche ainsi que les sites de production en cours de construction ou en développement, à la suite d'appels à projets compétitifs nationaux et européens. Au 31 décembre 2024, les subventions

sécurisées totalisent 242 M€, et incluent notamment les nouvelles subventions suivantes, sécurisées en 2024 :

- 6,2 M€ auprès de la région Auvergne Rhône-Alpes et de l'Union européenne pour l'unité de production en cours de construction au Cheylas (10 MW) ;
- environ 22 M€ de la part de Klimatklivet pour les deux projets d'unités de 10 MW en Suède (Jordberga et Vaggeryd) ; et
- jusqu'à 149 M€ de la part de l'État français pour le projet Green Horizon au Havre (100 MW).

b) 25,8 M€ de nouveaux financements

Lhyfe a conclu en décembre 2023 un crédit syndiqué inaugural auprès de ses partenaires bancaires pour un montant de 22,2 M€, qui vient renforcer ses moyens financiers afin d'accompagner son développement, diversifier ses sources de financement et renforcer son bilan. Au cours de l'exercice 2024, Lhyfe a effectué un tirage complémentaire à hauteur de 3 M€, portant le montant total de ce financement à 25,2 M€.

Lhyfe a en outre contractualisé en 2024 de nouveaux financements sous forme de crédit-bail et de location simple concernant ses actifs de transport et destockage d'hydrogène, pour un montant total de 22,8 M€.

1.2. Performance ESG : 1^{ère} place en Europe

Lhyfe a amélioré son rating ESG en obtenant en novembre 2024⁴ le certificat Platine, plus haut niveau de certification décerné par l'agence de notation extra-financière Ethifinance. Avec une notation de 86/100, en progression de + 17 points en deux ans, Lhyfe confirme la performance de son modèle d'entreprise et se positionne à la 1^{ère} place (sur 73 entreprises) de son secteur en Europe (Industrie - Services aux collectivités) et à la 7^{ème} place en France tous secteurs confondus.

Cette performance reflète l'engagement et les efforts continus de l'ensemble des équipes pour développer le projet d'entreprise de Lhyfe et participer ainsi à la décarbonation de l'industrie et de la mobilité, tout en garantissant la satisfaction de l'ensemble des parties prenantes.

1.3. Résultats annuels 2024**1.3.1. Compte de résultat consolidé 2024**

En millions d'euros - Normes IFRS	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
Chiffre d'affaires	5,1	1,3
EBITDA ajusté ⁵	-25,7	-28,1
Résultat opérationnel courant	-28,7	-33,9
Résultat opérationnel	-29	-34,4
Résultat financier	1,2	1,6
Résultat net	-29,2	-33,6

¹ La définition de ces phases est détaillée à la Section 1.8.1 du document d'enregistrement universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2025 et disponible sur le site internet de Lhyfe

² Projets en phases « Tender ready », « Awarded » ou « Construction »

³ Incluant les subventions signées et les subventions attribuées et en cours de contractualisation

⁴ Le rating est détaillé dans le communiqué de presse publié le 26 novembre 2024 et disponible sur le site internet de la Société

⁵ « EBITDA ajusté » : résultat opérationnel courant consolidé avant amortissements et provisions, avant charges liées aux rémunérations fondées sur des actions, et avant ajustement de juste valeur sur les instruments financiers dérivés

Le chiffre d'affaires 2024 a quadruplé pour s'établir à 5,1 M€, contre 1,3 M€ en 2023, principalement lié à la fourniture et la distribution d'hydrogène vert produit sur le site de Bouin. Cette augmentation significative du chiffre d'affaires est le résultat d'un accroissement du portefeuille de clients du Groupe, en France et en Allemagne et du fonctionnement à pleine capacité du site de Bouin.

L'EBITDA ajusté est de -25,7 M€ en 2024, en amélioration par rapport aux -28,1 M€ en 2023, reflétant principalement une marge complémentaire résultant d'une hausse de l'activité (+3,5 M€) et une gestion efficace des coûts.

La perte d'exploitation courante du Groupe s'élève à -28,7 M€, contre -33,9 M€ au 31 décembre 2023, reflétant notamment l'amélioration de l'EBITDA.

Le résultat financier est positif à 1,2 M€ contre 1,6 M€ en 2023, reflétant notamment une hausse des charges financières liées au refinancement d'actifs de transport d'hydrogène (conteneurs).

La perte nette pour la période est de -29,2 M€, contre une perte nette de -33,6 M€ en 2023.

1.3.2. Bilan financier consolidé

La variation de trésorerie s'est élevée à -42,1 M€ sur la période, répartie comme suit :

- -27,0 M€ de cash-flow opérationnel, contre -22,6 M€ en 2023, reflétant notamment une variation négative du besoin en fonds de roulement [-3,9 M€ contre une variation positive de +3,5 M€ en 2023] ayant compensé l'amélioration de l'EBITDA et le produit non-cash lié à un plan de paiements fondés en actions ;
- -34,6 M€ de cash-flow d'investissement contre -44,1 M€ en 2023, lié principalement à l'achat d'équipements pour les sites en construction et aux coûts de développement et d'ingénierie des projets ; et
- 19,5 M€ de cash-flow de financement contre 36,5 M€ en 2023, reflétant principalement le refinancement sous forme de crédit-bail d'actifs de transport et de stockage d'hydrogène pour 10,4 M€, un financement additionnel de 3 M€ dans le cadre du crédit vert syndiqué signé fin 2023 ainsi que des subventions encaissées au cours de la période pour 12,2 M€. Pour rappel, en 2023, 28 M€ de nouveaux financements corporate avaient été enregistrés.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres consolidés s'élevaient à 71,8 M€. A cette même date, la trésorerie disponible de la société s'établissait à 72,2 M€, tandis que la trésorerie nette¹ s'élevait à -8,0 M€.

Cette position solide de trésorerie confère à la Société une bonne visibilité pour poursuivre le déploiement de sa stratégie, l'accroissement de ses capacités de production et le développement de son pipeline de projets.

1.4. Développements récents (post clôture)

1.4.1. Une visibilité accrue sur le déploiement européen de l'hydrogène vert

Lhyfe entend bénéficier du déploiement continu du secteur de l'hydrogène vert en Europe, soutenu par des initiatives stratégiques et par des mécanismes de financement renforcés.

Avec le Clean Industrial Deal annoncé en février 2025, l'Union européenne soutient les efforts en matière de décarbonation et de compétitivité de l'industrie dans un souci de souveraineté énergétique. Elle vise à réduire les coûts énergétiques tout en soutenant la transition vers des sources d'énergie propres dont l'hydrogène renouvelable et en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles importés. Cette initiative s'accompagne aussi de la mobilisation de plus de 100 milliards d'euros pour soutenir la fabrication de technologies propres au sein de l'UE.

D'ici mai 2025, au titre des mandats RED III, chaque État membre va devoir fixer des objectifs de consommation d'hydrogène renouvelable dans les secteurs industriels et du transport à l'horizon 2030.

Parallèlement, le secteur bénéficie du déploiement de mécanismes de soutien par les principaux pays européens. Le Royaume-Uni met en œuvre les enchères HAR, les Pays-Bas proposent les subventions OWE, l'Allemagne développe le système d'enchères H2Global, tandis que la France a mis en place un mécanisme de soutien à la production (MSP) d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone.

Enfin, l'Union européenne a récemment réaffirmé le rôle de l'*Hydrogen Bank*, avec la poursuite en 2024 et 2025 des mécanismes d'enchères permettant aux producteurs d'hydrogène vert d'obtenir des subventions sous la forme de primes fixes par kilogramme d'hydrogène vert produit.

Ces avancées ont favorisé les décisions finales d'investissement (FID), multipliées par 4 en 2024, et donnent au secteur davantage de visibilité.

En France, le gouvernement a présenté en avril 2025 une stratégie nationale révisée pour le développement de l'hydrogène décarboné. Le soutien public de 9 milliards d'euros prévu jusqu'en 2030 a été confirmé. Il vise à soutenir la réalisation d'un objectif de 4,5 GW de capacité d'électrolyse installée.

1.4.2. Confirmation de la stratégie de co-développement : signature d'un protocole d'accord majeur avec Masdar

Début 2025, Lhyfe et Masdar, le leader des énergies propres aux Émirats arabes unis, ont signé un protocole d'accord afin d'explorer les opportunités de co-développement dans des projets de production d'hydrogène vert à grande échelle en Europe.

Ce protocole d'accord, signé à l'occasion de la Semaine du développement durable d'Abou Dhabi 2025 (ADSW 2025), s'inscrit dans le cadre de la stratégie annoncée en 2024 par Lhyfe, qui consiste à co-développer des projets en collaboration avec des investisseurs financiers ou industriels souhaitant investir dans des projets de production d'hydrogène vert.

Masdar a pour objectif d'atteindre 100 GW de capacité d'énergie renouvelable d'ici à 2030 et entend également devenir un producteur de premier plan d'hydrogène vert dans ce même délai, avec l'objectif d'atteindre une production annuelle d'un million de tonnes d'hydrogène vert ou de ses dérivés aux Émirats arabes unis et dans le monde entier d'ici dix ans.

1 « Trésorerie nette » : trésorerie disponible – dettes financières (y compris dettes locatives IFRS 16)

2. Perspectives et objectifs financiers

Fort de l'atteinte de ses objectifs 2024, le Groupe continue en 2025 de déployer sa feuille de route opérationnelle et commerciale, basée sur :

- la montée en puissance de ses sites nouvellement installés en France et en Allemagne ;
- la poursuite de la construction de ses deux prochains sites français à Croixrault et au Cheylas ; et
- la préparation des prochaines décisions finales d'investissement dont celle de Green Horizon.

Pour 2025, le Groupe table ainsi sur une croissance significative de son chiffre d'affaires avec :

- une multiplication attendue entre x2 et x3 des ventes d'hydrogène, par rapport à 2024 ;

- une nouvelle stratégie de vente s'appuyant sur les ventes indirectes, c'est-à-dire en s'appuyant sur un réseau de revendeurs ; et
- la forte croissance attendue des revenus liés aux partenariats (qui sera détaillée lors de la publication des résultats semestriels 2025 en septembre 2025).

Le Groupe confirme par ailleurs ses objectifs 2026 et 2030 :

- **au titre de l'exercice 2026**, une marge d'EBITDA ajusté Groupe¹ d'environ 10% pour un chiffre d'affaires consolidé d'environ 100 M€ ;
- **à l'horizon 2030**, une capacité installée de 3 GW d'actifs sous gestion² et une marge d'EBITDA ajusté Groupe supérieure à 30%. A titre indicatif, à cette date, la part nette des actifs détenue par Lhyfe³ devrait s'élever à environ 20%.

1 « Marge d'EBITDA ajusté Groupe » désigne le quotient « EBITDA ajusté / Chiffre d'affaires »

2 « Actifs sous gestion » désigne les sites de production d'hydrogène vert gérés par le Groupe en application d'un contrat de gestion d'actifs

3 « Part nette des actifs détenue par Lhyfe » désigne le rapport entre la capacité installée des actifs sous gestion et le pourcentage de détention (directe ou indirecte) du capital des sociétés de projet par Lhyfe

3. Gouvernance et commissaires aux comptes

3.1. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois administrateurs au moins et de 18 administrateurs au plus, sous réserve de l'exception prévue par la loi en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés et renouvelés par l'assemblée générale ordinaire.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit également la possibilité de nommer un nombre maximum de

trois censeurs. Les censeurs sont nommés et renouvelés par le Conseil d'administration.

A la date de la présente brochure de convocation, le Conseil d'administration est composé de six administrateurs et de deux censeurs.

3.1.1. Tableau synthétique de composition du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous synthétise la composition du Conseil d'administration à la date de la présente brochure de convocation :

Nom et prénom	Genre	Âge	Nationalité	Indépendance ¹	Comités
Président du Conseil d'administration - Directeur général					
Matthieu Guesné	Homme	43 ans	Française		
Administrateurs					
Amaury Bierent	Homme	57 ans	Française		Membre du comité d'audit
Alena Fargere	Femme	36 ans	Française	✓	Présidente du comité sur la responsabilité sociale et environnementale Membre du comité d'audit Membre du comité des nominations et des rémunérations
Bruno Le Jossec	Homme	60 ans	Française	✓	Président du comité d'audit Président du comité des nominations et des rémunérations
Maria Pardo Saleme	Femme	44 ans	Espagnole		Membre du comité sur la responsabilité sociale et environnementale
Christopher Sorensen	Homme	64 ans	Américaine	✓	Membre du comité des nominations et des rémunérations
Censeurs					
Noria, représentée par Christophe Guillaume	Homme	58 ans	Française		
Mitsui & Co., Ltd, représentée par Makoto Kan	Homme	49 ans	Japonaise		

3.1.2. Renouvellement du mandat des administrateurs

Il sera proposé à l'assemblée générale du 23 mai 2025 de renouveler le mandat des administrateurs en fonction, Matthieu Guesné, Amaury Bierent, Alena Fargere, Bruno Le Jossec, Maria Pardo Saleme et Christopher Sorensen, pour une durée de trois années, laquelle prendrait fin à l'issue de

l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les biographies des administrateurs dont le renouvellement est proposé figurent ci-après.

¹ Indépendance au sens des critères du Code Middenext, auquel la Société se réfère

Matthieu Guesné



Président du Conseil d'administration - Directeur général

Âge : 43 ans

Nationalité : française

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (12^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 8.951.403⁽¹⁾

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Matthieu Guesné est ingénieur en électronique et informatique. Père de deux enfants, il a acquis une forte culture internationale, business et scientifique au cours de sa carrière.

Il a été directeur du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) Tech Pays de la Loire et Bretagne dédié aux énergies marines renouvelables et à leur stockage. Ce centre de recherche s'est spécialisé dans le stockage par d'énergie par batterie et hydrogène, la robotique et les matériaux. Le CEA est un organisme de recherche public français à l'origine de 40% des brevets français sur la technologie de l'hydrogène. Matthieu Guesné y avait notamment la charge d'un plan d'investissement de plusieurs dizaines de millions d'euros. Il a également géré la constitution de l'équipe, ainsi que la contractualisation de partenariats de R&D avec des industriels et l'exécution des travaux de recherche dans un cadre public/privé.

Avant de travailler dans cet organisme de recherche public, Matthieu Guesné a toujours été responsable de fonctions business et commerciales. Il a son actif la signature de plusieurs dizaines de millions d'euros de contrats partout dans le monde avec des industriels majeurs du spatial, de l'aéronautique, de la défense, de l'automobile et des télécommunications.

Matthieu Guesné était le directeur commercial international d'une PME spécialisée dans l'électronique hyperfréquence et gérait des partenaires dans plus de 30 pays, lui permettant de voyager dans le monde entier et d'acquérir une forte culture internationale. Enfin, il a travaillé en tant que directeur des grands comptes chez Hewlett-Packard dans la division des tests et mesures (Keysight aujourd'hui).

Mandats en cours

- Gérant de Fresh Future

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

Néant

⁽¹⁾ Directement et indirectement via Fresh Future.

Amaury Bierent



Administrateur

Membre du Comité d'audit

Âge : 57 ans

Nationalité : française

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (13^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 3.793.305⁽¹⁾

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Diplômé ingénieur HEI (Lille) en 1990 et EDC Mc Gill University en 1993, Amaury Bierent est également un ancien élève de la Faculté Agronomique des Sciences de Gembloux (Université de Liège, 2001).

Après dix années en tant qu'ingénieur puis chef de projet infrastructures chez EGIS, groupe Caisse des Dépôts, Amaury Bierent a créé plusieurs sociétés, notamment Ovive en 1999 (société indépendante de traitement des eaux industrielles), Mobipur en 2004 (société indépendante de location de matériels pour l'environnement), Lhotellier Eau en 2004 (société indépendante de traitement des eaux urbaines) et Mobipur GmbH (Allemagne).

Amaury Bierent est actuellement co-gérant de Les Saules, gérant de Mobipur GmbH, président de Optyma et président de Sofiwaga.

Mandats en cours

- Administrateur de Lixo
- Administrateur de Tryon Environnement
- Administrateur de Adionics
- Administrateur de Hesus
- Co-gérant de Les Saules
- Gérant de Mobipur GmbH
- Président de Optyma
- Président de Sofiwaga

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

- Directeur général d'Ovive

⁽¹⁾ Via la société Les Saules.

Alena Fargere**Administratrice indépendante**

Présidente du Comité sur la responsabilité sociale et environnementale

Membre du Comité d'audit

Membre du Comité des nominations et des rémunérations

Âge : 36 ans

Nationalité : française

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (14^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 1.500

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Passionnée par les enjeux de la transition énergétique et l'atténuation des effets du dérèglement climatique, Alena Fargere est investisseuse dans les gaz renouvelables et experte internationale sur le sujet de l'hydrogène. Elle fit partie de l'équipe fondatrice du SWEN Impact Fund for Transition, le premier fonds Européen dédié au financement d'infrastructures de gaz renouvelables, biogaz et hydrogène. Forte de son expérience industrielle chez Air Liquide, elle conseille également les organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies, sur les stratégies durables de l'énergie, du gaz et de la mobilité. Alena Fargere est diplômée d'un doctorat en économie de l'Ecole Polytechnique.

Mandats en cours

Néant

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

Néant

Bruno Le Jossec



Administrateur indépendant

Président du Comité d'audit

Président du Comité des nominations et des rémunérations

Âge : 60 ans

Nationalité : française

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (15^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 2.050

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Bruno Le Jossec est titulaire d'un diplôme Universitaire de Technologie (D.U.T.) « Gestion des entreprises et administrations » en 1985, d'un diplôme de l'Institut Commercial Supérieur (I.C.S.) – Paris 3^{ème} en 1988, de diplômes d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS / Master 2) en Droit et en Finance « Ingénierie Financière » de la Faculté de Droit de Caen associée au Centre de Formation aux Professions Bancaires (C.F.P.B.) en 1990, d'un Executive MBA de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris (ESCP), d'un diplôme universitaire (DU) Fiscalité d'Entreprises de l'ISFEC : Ordre des Experts Comptables et l'UBS – Université de Bretagne Sud en 2007, d'un diplôme universitaire (DU) Gestion de Patrimoine de l'ISFEC : Ordre des Experts Comptables et l'IGR Rennes ainsi que des formations à l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ) du Ministère de l'Intérieur en cybersécurité et de l'Institut des Hautes Etudes de Défense (IHEDN), cession Souveraineté Numérique.

Bruno Le Jossec a commencé sa carrière en gestion de trésorerie (Franc et devises) et gestion de dette de la Société de Protéines Industrielles (SPI), Division DIANA du Groupe Guyomarc'h, puis a été Attaché de Direction au service Ingénierie Financière et Capital Investissement de la société Ouest Croissance (Filiale Banques Populaires du grand ouest) et enfin Directeur Exécutif de la Société Financière Lorient Développement (SFLD) à partir de 1994. Depuis 2011, il est Directeur Exécutif de la SEM XSEA.

Il est membre de la Réserve Opérationnelle Marine (CF) et de la Réserve Opérationnelle RAID et DGPN (C).

Mandats en cours

- Censeur de Kerlink (ALKLK)¹
- Président de SCAAL
- Président de Cadusun

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

- Directeur général non exécutif de Urosfin

¹ Société cotée.

Maria Pardo Saleme



Administratrice et Directrice Financière

Membre du Comité sur la responsabilité sociale et environnementale

Âge : 44 ans

Nationalité : espagnole

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (16^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 650

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Maria Pardo Saleme a près de vingt ans d'expérience dans la banque d'investissement, où elle a mené plusieurs missions dans la modélisation de risques et de dérivés, se spécialisant par la suite dans le conseil en haut de bilan des sociétés publiques et privées chez BNP Paribas. A partir de 2015, elle a dirigé les équipes equity capital markets pour la région ibérique avec laquelle elle a mené de nombreux projets stratégiques (introductions en bourse, augmentations de capital, financements haut de bilan, cessions de titres), puis contribué à partir de 2020 à la création et au lancement de l'activité EMEA de BNP Paribas de conseil en levées de fonds privés dédiée aux sociétés innovantes.

Maria parle couramment cinq langues, est ingénieur diplômée de l'ENSTA Paris, membre de l'Institut Polytechnique de Paris, et également titulaire d'un master Modélisations et Méthodes Mathématiques en Economie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Mandats en cours

- Présidente de Athena
- Gérante de LKF Lecourbe

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

Néant

Christopher Sorensen



Administrateur indépendant

Membre du Comité des nominations et des rémunérations

Âge : 64 ans

Nationalité : américaine

Année de première nomination : 2022

Date d'échéance du mandat : assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes 2024 devant se tenir en 2025 - Renouvellement du mandat proposé au vote de l'assemblée générale du 23 mai 2025 (17^{ème} résolution)

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 0

Adresse professionnelle : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

Christopher Sorensen, originaire de New-York, a travaillé pendant plus de 30 ans, sur trois continents, au cœur de l'innovation technologique et commerciale. Après avoir débuté sa carrière en tant que gestionnaire de grands projets chez Accenture à New-York et Paris, il a consacré ces 20 dernières années à créer un impact social positif en appliquant l'innovation technologique et commerciale à grande échelle. Plus récemment, il a soutenu le développement d'un nouveau pôle mondial de technologies propres à Masdar City, comprenant notamment le Masdar Institute et le Masdar Clean Energy à Abu Dhabi.

Il a ensuite mis son expérience au service de la création de la plateforme industrielle d'énergies vertes GreenLab au Danemark. Christopher Sorensen a également été membre du CEO Council for the EU Clean Hydrogen Alliance, du Danish Government Advisory for Industrial Climate Partnership, du Technical University of Denmark Energy Advisory Board (DTU) et du Danish Energy PtX Partnership. Il est actuellement consultant indépendant dans le domaine du développement international.

Mandats en cours

- Fondateur, Greener World ApS

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

- Chief executive officer, GreenLab Skive AS

3.1.3. Nomination d'une nouvelle administratrice

Il sera proposé à l'assemblée générale du 23 mai 2025 de nommer Jana Kley en qualité de nouvelle administratrice, pour une durée de trois années, laquelle prendrait fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

La biographie de Jana Kley figure ci-après.

Jana Kley



Candidate administratrice indépendante⁽¹⁾

Âge : 55 ans

Nationalité : allemande

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 0

Jana Kley a obtenu une maîtrise en administration des affaires à l'Université Libre de Berlin (*Freie Universität Berlin*) en 1995, avec une spécialisation en ressources humaines, en marketing et en psychologie organisationnelle.

Elle est cadre supérieur international (Allemagne, France) en ressources humaines et possède 27 ans d'expérience dans des entreprises industrielles et de services d'envergure mondiale. Jana est une spécialiste des ressources humaines avec une forte orientation business et une vision claire de la contribution de la fonction RH au niveau stratégique et opérationnel. Les postes de cadre RH qu'elle a occupés chez United Technologies Corporation, OP Mobility et Saur lui ont permis d'acquérir une expérience significative dans tous les domaines des ressources humaines, en France, en Allemagne et à l'international, en particulier en lien avec les projets de transformation et d'évolution culturelle, les projets de restructuration, les cessions et autres opérations de fusions-acquisitions, l'évolution organisationnelle, la fidélisation et l'engagement des salariés.

Jana est actuellement vice-présidente exécutive des ressources humaines pour le groupe Saur.

Mandats en cours

- Présidente de WR.HR (prestataire de Services Ressources Humaines)

Mandats ou fonctions exercés en dehors de la Société au cours des 5 dernières années

Néant

⁽¹⁾ Pour davantage de détails sur l'appréciation du caractère indépendant, le lecteur est invité à se référer au ii. du paragraphe 3.2.1.4 du document d'enregistrement universel 2024 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2025 et disponible sur le site internet de Lhyfe.

3.2. Commissaires aux comptes

Les commissaires aux comptes de la Société sont :

- **Baker Tilly Strego SAS**, représentée par François Pignon-Hériard, 4 rue Papiou de la Verrie, 49000 Angers, France, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Ouest-Atlantique, nommée dans les statuts constitutifs de la Société en date du 10 avril 2019 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.
- **Deloitte & Associés**, représentée par Guillaume Radigue, 6 place de la Pyramide, 92908 Paris La Défense Cedex, France, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et du Centre, nommée par l'assemblée générale du 21 décembre 2021 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

L'assemblée générale du 23 mai 2025 sera appelée à se prononcer sur la nomination du cabinet Accior - A.R.C., représentée par Sébastien Caillaud, dont le siège social est situé 53 rue Benjamin Franklin, 85000 La Roche-sur-Yon, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Ouest-Atlantique en qualité de nouveau commissaire aux comptes de la Société, en remplacement de Baker Tilly Strego, pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

4. Modalités de participation et de vote

L'assemblée générale mixte (l'« **Assemblée** ») doit être réunie le vendredi 23 mai 2025 à 10h, au 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes.

4.1. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée

Les actionnaires peuvent prendre part à l'Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales de la Société par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée concernée, soit pour l'Assemblée, le **mercredi 21 mai 2025** à zéro heure (heure de Paris) :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire Uptevia (Service Assemblées Générales - 90/110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex),
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61 du Code de commerce, et annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration (« **Formulaire unique de vote** »), ou encore, à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Tout actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation (dans les conditions précisées ci-après) peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le **mercredi 21 mai 2025** à zéro heure (heure de Paris) la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, son intermédiaire notifiera le transfert de propriété à la Société ou à son mandataire et lui transmettra les informations nécessaires. Aucun transfert de propriété réalisé après le **mercredi 21 mai 2025** à zéro heure (heure de Paris), quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

4.2. Modes de participation à l'Assemblée

Les actionnaires pourront choisir entre l'un des trois modes suivants pour exercer leur droit de vote lors de l'Assemblée :

- assister à l'Assemblée ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée ou à toute personne physique ou morale ;
- voter par correspondance ou par Internet sur le site VOTACCESS.

En plus du Formulaire unique de vote papier, les actionnaires auront la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, désigner ou révoquer un mandataire, demander une carte d'admission préalablement à l'Assemblée sur le site VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après.

Le site Internet VOTACCESS pour l'Assemblée sera ouvert à compter du **mercredi 30 avril 2025** à midi (heure de Paris) jusqu'à la veille de l'Assemblée, soit le **jeudi 22 mai 2025** à 15 heures (heure de Paris).

Afin d'éviter tout encombrement éventuel du site Internet, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée pour saisir leurs instructions.

4.2.1. Pour assister personnellement à l'Assemblée

Les actionnaires, désirant assister à l'Assemblée, devront demander leur carte d'admission de la façon suivante :

a) Par voie électronique :

- Pour les actionnaires au nominatif pur : ils pourront accéder au site de vote via leur Espace Actionnaire à l'adresse <https://www.investors.uptevia.com/>. Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter à leur Espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels. Après s'être connecté à leur Espace Actionnaire, ils devront suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission ;
- Pour les actionnaires au nominatif administré : ils pourront accéder au site de vote via le site VoteAG <https://www.voteag.com/>. Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter à VoteAG avec les codes temporaires transmis sur le Formulaire unique de vote. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission ;
- Pour les actionnaires au porteur : il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, des conditions d'utilisation du site VOTACCESS. Si l'intermédiaire financier de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son intermédiaire financier avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

b) Par voie postale :

- Pour les actionnaires au nominatif : l'actionnaire au nominatif devra compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressé, en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée et obtenir une carte d'admission puis le renvoyer daté et signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation, à Uptevia ;
- Pour les actionnaires au porteur : l'actionnaire au porteur devra demander à son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

4 Modalités de participation et de vote

Les demandes de carte d'admission par voie postale devront être réceptionnées par Uptevia, trois jours avant l'Assemblée, au plus tard, selon les modalités indiquées ci-dessus.

Les actionnaires, n'ayant pas reçu leur carte d'admission dans les deux jours ouvrés précédant l'Assemblée, sont invités à :

- Pour les actionnaires au nominatif, se présenter le jour de l'Assemblée, directement aux guichets spécifiquement prévus à cet effet, munis d'une pièce d'identité ;
- Pour les actionnaires au porteur, demander à leur intermédiaire financier de leur délivrer une attestation de participation permettant de justifier de leur qualité d'actionnaire au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée.

4.2.2. Pour voter par procuration ou par correspondance

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser une procuration au Président de l'Assemblée ;
- donner une procuration à toute personne physique ou morale de leur choix dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-39 et L. 225-106 I du Code de commerce ;
- voter par correspondance, selon les modalités suivantes :

a) Par voie électronique :

- Pour les actionnaires au nominatif pur : ils pourront accéder au site de vote via leur Espace Actionnaire à l'adresse <https://www.investors.uptevia.com/>. Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter à leur Espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels. Après s'être connecté à leur Espace Actionnaire, ils devront suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire ;
- Pour les actionnaires au nominatif administré : ils pourront accéder au site de vote via le site VoteAG <https://www.voteag.com/>. Les actionnaires au nominatif administré devront se connecter à VoteAG avec les codes temporaires transmis sur le Formulaire unique de vote. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire ;
- Pour les actionnaires au porteur : il appartient aux actionnaires au porteur de se renseigner afin de savoir si leur intermédiaire financier, qui assure la gestion de leur compte de titres est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, des conditions d'utilisation du site VOTACCESS. Si l'intermédiaire financier est connecté au site VOTACCESS, les actionnaires devront s'identifier sur le portail Internet de leur intermédiaire financier avec leurs codes d'accès habituels. Ils devront ensuite suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

Si l'intermédiaire financier de l'actionnaire n'est pas connecté au site VOTACCESS, il est précisé que la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut toutefois être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, en envoyant un courriel à l'adresse électronique suivante : ct-mandataires-assemblees@uptevia.com. Ce courriel doit

comporter en pièce jointe une copie numérisée du Formulaire unique de vote dûment rempli et signé. Les actionnaires au porteur doivent également joindre à leur envoi l'attestation de participation établie par leur intermédiaire habilité. Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées, réceptionnées et confirmées au plus tard la veille de l'Assemblée, soit le **jeudi 22 mai 2025** à 15 heures (heure de Paris) pourront être prises en compte.

b) Par voie postale :

- Pour les actionnaires au nominatif : les actionnaires au nominatif devront compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui leur sera adressé, puis le renvoyer daté et signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation, à Uptevia.
- Pour les actionnaires au porteur : les actionnaires au porteur devront demander le Formulaire unique de vote à leur intermédiaire financier, qui assure la gestion de leur compte de titres, puis lui renvoyer daté et signé.

Les Formulaire unique de vote par voie postale devront être réceptionnés par Uptevia, trois jours avant l'Assemblée, au plus tard, selon les modalités indiquées ci-dessus.

Il est précisé que, pour toute procuration sans indication de mandataire, le président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable pour tous les autres projets de résolutions.

Les Formulaire unique de vote sont adressés automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré depuis un mois au moins à la date de l'avis de convocation, par courrier postal.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, les Formulaire unique de vote leur seront adressés sur demande réceptionnée par lettre simple à compter de la convocation par Uptevia – Service Assemblées Générales – 90/110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex et reçue au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

En toute hypothèse, au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée, le Formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site Internet de la Société (<https://fr.lhyfe.com/>).

Les actionnaires qui auront envoyé une demande de carte d'admission, un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée.

En cas de retour d'un Formulaire unique de vote par un intermédiaire inscrit, la Société se réserve le droit d'interroger ledit intermédiaire pour connaître l'identité des votants.

4.3. Questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions doivent être adressées de préférence par voie électronique à l'adresse suivante : investors@lhyfe.com (ou au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception), au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le **lundi 19 mai 2025**. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

4.4. Droit de communication

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée, seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de la Société et sur son site Internet <https://fr.lhyfe.com/> au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée. A compter de la convocation et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire peut demander à la Société de lui adresser les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, sur simple demande adressée à Uptevia – Service Assemblées Générales – 90/110 Esplanade du Général de Gaulle

– 92931 Paris La Défense Cedex. Les actionnaires au porteur doivent justifier de cette qualité par la transmission d'une attestation d'inscription en compte.

4.5. Retransmission audiovisuelle

En application de l'article R. 22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct, accessible via le site internet de la Société <https://fr.lhyfe.com/>. Un enregistrement de l'Assemblée sera consultable sur le site internet de la Société.

5. Texte des résolutions

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le document d'enregistrement universel 2024 de la Société, tel que déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 avril 2025 et publié sur le site internet de Lhyfe, y compris les facteurs de risques décrits dans son chapitre 4, avant de décider de souscrire ou d'acheter des actions de la Société.

Dans le cadre de la préparation du document d'enregistrement universel 2024, Lhyfe a procédé à une revue des risques et les risques présents dans le chapitre 4 du document d'enregistrement universel 2024, sont ceux, à la date du document d'enregistrement universel 2024, dont elle estime, compte tenu de son stade actuel de développement, que la réalisation éventuelle est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives et qui sont importants pour la prise de décision d'investissement.

5.1. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire :

Résolution n° 1 – Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2024

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître une perte nette de (19.957.101) euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale constate que lesdits comptes ne font pas état de dépenses et chargés visées à l'article 39, 4° du Code général des impôts, ni de frais généraux visés par l'article 39, 5° du même Code.

L'assemblée générale donne aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Résolution n° 2 – Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2024

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître une perte nette part du groupe de (29.090.728) euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Résolution n° 3 – Affectation du résultat de l'exercice

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2024 et approuvés par la présente assemblée font ressortir une perte nette de l'exercice de (19.957.101) euros,

décide d'affecter au compte « Report à Nouveau » la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Après affectation de ce résultat, le compte « Report à Nouveau » représentera une perte de (65.665.394) euros.

L'assemblée générale prend acte, conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'il n'y a eu à ce jour aucune distribution de dividendes au cours des trois exercices précédents.

Résolution n° 4 – Approbation du rapport sur les conventions réglementées

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte des conclusions dudit rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées conformément aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce.

Résolution n°5 – Approbation des informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (say on pay ex post global)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-34 I. du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I. du Code de commerce, telles que présentées au sein de la section 3.4.2 du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n° 6 – Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Matthieu Guesné, Président-Directeur général

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice 2024, ou attribués, au titre du même exercice, à Monsieur Matthieu Guesné, Président-Directeur général, tels que présentés au sein du paragraphe 3.4.2.2(i) du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n° 7 – Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2024 ou attribués au titre du même exercice à Madame Nolwenn Belléguic, Directrice générale déléguée

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-34 II. du Code de

commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice 2024, ou attribués, au titre du même exercice, à Madame Nolwenn Belléguic, Directrice générale déléguée, tels que présentés au sein du paragraphe 3.4.2.2(ii) du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n° 8 – Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Antoine Hamon, Directeur général délégué

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice 2024, ou attribués, au titre du même exercice, à Monsieur Antoine Hamon, Directeur général délégué, tels que présentés au sein du paragraphe 3.4.2.2(iii) du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n° 9 – Approbation de la politique de rémunération applicable à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société pour l'exercice 2025 (say on pay ex ante global)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable à l'ensemble des mandataires sociaux pour l'exercice 2025, telle que présentée au sein de la section 3.4.1 du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n°10 – Approbation de la politique de rémunération applicable à Monsieur Matthieu Guesné, Président-Directeur général, pour l'exercice 2025

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L. 22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable à Monsieur Matthieu Guesné, Président-Directeur général, pour l'exercice 2025, telle que présentée au sein du paragraphe 3.4.1.2 du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Résolution n°11 – Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2025

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, approuve, conformément à l'article L. 22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice 2025, telle que présentée au sein du paragraphe 3.4.1.3 du document d'enregistrement universel 2024 intégrant le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'assemblée générale décide, conformément à l'article L. 225-45 alinéa 1^{er}, de fixer le montant global de la rémunération allouée au Conseil d'administration de la Société à un montant annuel de 200.000 euros pour l'exercice devant se clôturer le 31 décembre 2025.

Résolution n°12 – Renouvellement du mandat de Monsieur Matthieu Guesné en qualité d'administrateur de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Monsieur Matthieu Guesné en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°13 – Renouvellement du mandat de Monsieur Amaury Bierent en qualité d'administrateur de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Monsieur Amaury Bierent en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°14 – Renouvellement du mandat de Madame Alena Fargere en qualité d'administratrice de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Madame Alena Fargere en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°15 – Renouvellement du mandat de Monsieur Bruno Le Jossec en qualité d'administrateur de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Monsieur Bruno Le Jossec en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°16 – Renouvellement du mandat de Madame Maria Pardo Saleme en qualité d'administratrice de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Madame Maria Pardo Saleme en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°17 – Renouvellement du mandat de Monsieur Christopher Sorensen en qualité d'administrateur de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de renouveler le mandat de Monsieur

Christopher Sorensen en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Résolution n°18 – Nomination de Madame Jana Kley en qualité d'administratrice de la Société

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Madame Jana Kley en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Madame Jana Kley a fait savoir qu'elle acceptait les fonctions qui lui sont ainsi confiées et que rien ne s'y oppose.

Résolution n°19 – Nomination de la société Accior – A.R.C. en qualité de commissaire aux comptes

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer la société Accior – A.R.C., dont le siège social est situé 53 rue Benjamin Franklin, 85000 La Roche-sur-Yon, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de La Roche-sur-Yon sous le numéro 343 156 766, en qualité de commissaire aux comptes, en remplacement de la société Baker Tilly Strego, dont le mandat arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale. Ce mandat, d'une durée de six (6) exercices, prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2031 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030.

Accior – A.R.C. a fait savoir qu'elle acceptait les fonctions qui lui sont ainsi confiées et que rien ne s'y oppose.

Résolution n°20 – Autorisation consentie au Conseil d'administration, en vue d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

L'assemblée générale décide que :

- le prix maximal d'achat (hors frais) par action est fixé à 26,25 euros ; et que
- le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra pas dépasser 30.000.000 euros.

L'assemblée générale délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'assemblée générale décide que les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société et, pour ce qui concerne les acquisitions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, 5% du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que : (i) ces limites s'appliquent à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente assemblée générale, et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ; et
- les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, à quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- a) conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport dans le respect, notamment, de la réglementation boursière ;
- b) remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- c) allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de la Société, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- d) assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- e) annuler tout ou partie des titres rachetés, dans la mesure de l'adoption de la 21^{ème} résolution ci-dessous ; et
- f) réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés financiers, étant entendu que dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

L'assemblée générale décide que ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un

internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré ou par le recours à des bons, et ce dans les conditions autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date des opérations considérées et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'administration appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

En outre, l'assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et notamment pour passer tous ordres en bourse ou hors-marché, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions législatives et réglementaires applicables, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'Autorité des marchés financiers, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation.

L'assemblée générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des marchés financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés.

L'assemblée générale décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, faire usage de la présente autorisation en période d'offre publique initiée par un tiers visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre publique.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 14^{ème} résolution.

5.2. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

Résolution n°21 - Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce et sous

réserve de l'adoption de la 20^{ème} résolution de la présente assemblée générale :

1. **autorise** le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à :

- i. annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du montant du capital social existant à la date de l'annulation [c'est-à-dire ajusté en fonction des opérations intervenues sur le capital social depuis l'adoption de la présente résolution], par période de 24 mois, tout ou partie des actions acquises par la Société en vertu d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires ;
- ii. réduire corrélativement le capital social et imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix, y compris sur la réserve légale dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée ;

2. **confère** tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à l'effet d'arrêter le montant définitif des réductions de capital dans les limites prévues par la loi et la présente résolution, d'en fixer les modalités, de constater leur réalisation, d'accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et de modifier les statuts en conséquence ; et

3. **décide** que la présente autorisation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale mixte du 23 mai 2024 sous sa 15^{ème} résolution.

Résolution n°22 - Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-132 à L. 225-134, L. 22-10-49, et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, y compris par attribution gratuite de bons de souscription d'actions, dont la

souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, soit, en tout ou partie, par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes ;

2. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 479.703,48 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

4. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

5. **décide** que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux titres de capital et/ou aux valeurs mobilières dont l'émission sera décidée par le Conseil d'administration en vertu de la présente résolution. Le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause dans la limite de leurs demandes.

Si les souscriptions à titre irréductible, et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté, dans l'ordre qu'il déterminera, soit de limiter, conformément à la loi, l'émission considérée au montant des souscriptions reçues, sous la condition que celui-ci atteigne au moins (le cas échéant, après utilisation de l'une ou des deux facultés ci-après) les trois quarts de l'émission initialement décidée, soit de répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix, soit d'offrir de la même façon au public, sur le marché français ou international, tout ou partie des titres non souscrits, le Conseil d'administration pouvant utiliser toutes les facultés énoncées ci-avant ou certaines d'entre elles seulement ;

6. **décide** que, concernant les droits préférentiels de souscription attachés aux actions auto-détenues, le Conseil d'administration pourra décider de ne pas tenir compte de ces actions pour la détermination des droits préférentiels de souscription attachés aux autres actions, répartir les droits préférentiels de souscription attachés aux actions auto-

détenues entre les actionnaires, au prorata des droits de chacun, ou les vendre en bourse ;

7. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission) et le montant total d'émission, les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- ii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;
- iii. décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution ;
- iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- vi. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- vii. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

8. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

9. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée

générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 10^{ème} résolution.

Résolution n°23 – Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, avec ou sans délai de priorité, dans le cadre d'offres au public autres que celles visées au paragraphe 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-135, L. 225-136, L. 22-10-49, L. 22-10-51, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder par voie d'offres au public autres que celles visées au paragraphe 1^o de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ;

2. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 239.851,74 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

4. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, la compétence de décider de conférer aux actionnaires un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, exerçable proportionnellement au nombre d'actions détenues par chaque actionnaire et, le cas échéant, à titre réductible, et délègue par conséquent au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, le pouvoir d'en fixer la durée et les modalités en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

5. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

6. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

7. **décide** que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté de limiter, conformément à la loi, l'émission au montant des souscriptions reçues ;

8. **décide** que le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières émises en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires) dans les conditions suivantes :

- i. s'agissant des actions, leur prix d'émission sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours des dix dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 10% après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de jouissance
- ii. s'agissant des valeurs mobilières donnant accès au capital, leur prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

9. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- ii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable

calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;

- iii. décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution ;
- iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- vi. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- vii. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

10. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

11. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 17^{ème} résolution.

Résolution n°24 – Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans le cadre d'offres au public visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-135, L. 225-136, L. 22-10-49, L. 22-10-51, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et

réglementaires, sa compétence pour procéder dans le cadre d'offres au public visées au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, dans les conditions et limites maximales prévues par les lois et règlements, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles ;

2. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 191.881,39 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que (i) ce montant ne pourra toutefois pas excéder la limite fixée par les dispositions légales ou réglementaires applicables au jour de l'émission (soit actuellement 30% du capital social sur une période de 12 mois), cette limite s'appréciant à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé et (ii) s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

4. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

5. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

6. **décide** que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité des titres de capital et/ou des valeurs mobilières émis, le Conseil d'administration aura la faculté de limiter, conformément à la loi, l'émission au montant des souscriptions requies ;

7. **décide** que le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières émises en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires) dans les conditions suivantes :

- i. s'agissant des actions, leur prix d'émission sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours des dix dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 10% après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de jouissance ;
- ii. s'agissant des valeurs mobilières donnant accès au capital, leur prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

8. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- ii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ; décider d'utiliser les actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires pour les attribuer en conséquence de l'émission des valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution ;
- iii. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- iv. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;

- v. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- vi. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

9. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

10. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 18^{ème} résolution.

Résolution n°25 – Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-135, L. 225-138, L. 22-10-49 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, l'émission étant réservée à une ou plusieurs des catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :

- a) dans le cadre d'un accord industriel ou stratégique avec la Société à :
 - i. des sociétés industrielles ou commerciales du secteur de l'énergie ou de l'hydrogène ou de ses produits dérivés, ou
 - ii. des sociétés d'investissement ou des sociétés de gestion de fonds, ou des fonds gestionnaires d'épargne collective, de droit français ou de droit étranger investissant dans le secteur de l'énergie

(étant entendu que ce critère d'investissement à titre habituel peut être rempli aussi bien par la société d'investissement ou société de gestion que par les entités pour lesquelles elles prennent des décisions d'investissements), ou

- iii. toute autre personne morale (y compris un trust) ou physique, investissant dans le secteur de l'énergie ;

b) dans le cadre d'une offre visée au paragraphe 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier pour les investisseurs français et par des dispositions équivalentes pour des investisseurs étrangers à :

- i. des sociétés industrielles ou commerciales du secteur de l'énergie ou de l'hydrogène ou de ses produits dérivés, ou
- ii. des sociétés d'investissement ou des sociétés de gestion de fonds ou des fonds gestionnaires d'épargne collective, de droit français ou de droit étranger investissant dans le secteur de l'énergie (étant entendu que ce critère d'investissement à titre habituel peut être rempli aussi bien par la société d'investissement ou société de gestion que par les entités pour lesquelles elles prennent des décisions d'investissements), ou
- iii. toute autre personne morale (y compris un trust) ou physique, investissant dans le secteur de l'énergie ;

répondant, dans chacun des cas i, ii et iii visés ci-dessus, aux critères pour participer à une telle offre, ou encore

- iv. des prestataires de services d'investissement français ou étrangers susceptibles de garantir une telle offre ;

c) dans le cadre d'une opération de financement par de la dette auprès d'établissements de crédit ou d'autres institutions accordant ce type de financement, aux prêteurs en question.

2. **supprime**, en faveur desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

3. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

4. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 191.881,39 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

5. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

6. **décide** que le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières émises en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires) dans les conditions suivantes :

- i. s'agissant des actions, leur prix d'émission sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours des dix dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 10% après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de jouissance ;
- ii. s'agissant des valeurs mobilières donnant accès au capital, leur prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

7. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. fixer la liste des bénéficiaires, au sein des catégories de bénéficiaires définies ci-dessus, de chaque émission et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à souscrire par chacun d'eux, en vertu de la présente délégation de compétence ;
- ii. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment le montant total d'émission, les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en

l'absence de bénéfices distribuables ;

- iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- vi. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- vii. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

8. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

9. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 20^{ème} résolution.

Résolution n°26 - Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par le Conseil d'administration

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-135, L. 225-138, L. 22-10-49, L. 22-10-52-1 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour (i) procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à

émettre, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, l'émission étant réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées et (ii) désigner ce ou ces personnes et déterminer le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre au profit de chaque bénéficiaire ;

2. **supprime**, en faveur desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

3. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

4. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 191.881,39 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que (i) ce montant ne pourra toutefois pas excéder la limite fixée par les dispositions légales ou réglementaires applicables au jour de l'émission (soit actuellement 30% du capital social sur une période de 12 mois), cette limite s'appréciant à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé et (ii) s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

5. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

6. **décide** que le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières émises en application de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration (avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires) en conformité avec les dispositions réglementaires applicables à la date de l'utilisation de la présente résolution et sous réserve des limites suivantes :

- i. s'agissant des actions, leur prix d'émission sera au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes (dans le carnet d'ordre central et hors blocs hors marché) des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris au cours des dix dernières séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 10% après correction, s'il y a lieu, de ce montant pour tenir compte de la différence de jouissance ;

- ii. s'agissant des valeurs mobilières donnant accès au capital, leur prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société majorée, le cas échéant, de la somme susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au montant visé ci-dessus ;

7. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment le montant total d'émission, les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- ii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;
- iii. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- iv. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;
- vi. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

8. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

9. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 18 mois à compter de la présente assemblée générale.

Résolution n°27 – Autorisation consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes et du rapport du Conseil d'administration et sous réserve de l'adoption des 22^{ème} à 26^{ème} résolutions de la présente assemblée générale, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

1. **autorise** le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des 22^{ème} à 26^{ème} résolutions de la présente assemblée générale dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit, à ce jour, dans les 30 jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15% de chaque émission et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale) ;

2. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond prévu dans la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée et sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond prévu dans la résolution en vertu de laquelle l'émission est décidée et sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

4. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

5. **décide** que la présente autorisation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 21^{ème} résolution.

Résolution n°28 – Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription pour rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 225-147, L. 225-147-1, L. 22-10-49, L. 22-10-53 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 ne sont pas applicables ;

2. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 191.881,39 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que (i) ce montant ne pourra toutefois pas être supérieur à la limite fixée par les dispositions légales ou réglementaires applicables au jour de l'émission (soit actuellement 20% du capital social), étant précisé que cette limite s'apprécie à quelque moment que ce soit, s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale et compte non-tenu du montant nominal du capital susceptible d'être augmenté par l'exercice de tous droits et valeurs mobilières déjà émis et dont l'exercice est différé et (ii) le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

3. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à

terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

4. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

5. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

6. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission) et le montant total d'émission, les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- ii. approuver l'évaluation des apports et l'octroi des avantages particuliers, réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers ;
- iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;
- iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- vi. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;

vii. procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports et prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

7. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

8. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 22^{ème} résolution.

Résolution n°29 – Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre publique d'échange

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment de ses articles L. 225-129 et suivants, L. 22-10-49, L. 22-10-54 et L. 228-91 et suivants :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros ou en devises ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société ;

2. **décide** que la présente délégation pourra être mise en œuvre dans le cadre de toute offre publique d'échange initiée par la Société en France ou à l'étranger, selon les règles locales, sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ou de toute autre forme d'offre publique conforme à la loi et la réglementation applicables, y compris notamment (sans que cette liste ne soit limitative) toute offre publique d'échange (OPE), toute offre alternative d'achat ou d'échange, toute offre unique proposant l'achat ou l'échange des titres visés contre un règlement en titres et en numéraire, toute offre publique d'achat (OPA) ou d'échange à titre principal, assortie d'une OPE ou d'une OPA à titre subsidiaire et tout "reverse merger" aux États-Unis ou dans toute autre juridiction où cette opération est possible ;

3. **décide** de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières à émettre en vertu de la présente résolution ;

4. **prend acte** que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription, aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit immédiatement ou à terme ;

5. **décide** que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant maximum de 239.851,74 euros ou l'équivalent en toute autre monnaie ou unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global I prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;

6. **décide** que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises pourront consister en des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettant l'émission, comme titres intermédiaires. Le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances qui pourraient être réalisées immédiatement ou à terme sur la base de la présente résolution ne pourra dépasser 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le Plafond Global II prévu à la 30^{ème} résolution de la présente assemblée générale ;

7. **précise** en outre que le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution et pourra notamment :

- i. arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer les conditions et modalités de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en numéraire à verser ;
- ii. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions et des valeurs mobilières à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission) et le montant total d'émission, les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- iii. plus généralement, arrêter les caractéristiques de toutes valeurs mobilières et, notamment, les conditions et modalités d'attribution d'actions, la durée des emprunts pouvant être émis sous forme obligataire, leur caractère subordonné ou non, la monnaie d'émission, les modalités de remboursement du principal, avec ou sans prime, les conditions et modalités d'amortissement et le cas échéant d'achat, d'échange ou de rachat anticipé, le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date de versement ; la rémunération pouvant comporter une partie variable calculée par référence à des éléments relatifs à l'activité et aux résultats de la Société et un paiement différé en l'absence de bénéfices distribuables ;

- iv. prendre toutes mesures visant à préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières émises ou autres droits donnant accès au capital de la Société requises par les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- v. suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai fixe en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires et les stipulations contractuelles applicables ;
- vi. constater la réalisation de toutes augmentations du capital et émissions de valeurs mobilières, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ; et
- vii. procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports et prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

8. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

9. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 23^{ème} résolution.

Résolution n°30 - Limitation du montant global des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 22^{ème} à 29^{ème} résolutions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, après avoir constaté la libération intégrale du capital, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce :

1. **décide** que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu des 22^{ème} à 29^{ème} résolutions de la présente assemblée générale ne pourra être supérieur à 479.703,48 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire nominal des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions (« **Plafond Global I** ») ; et

2. **décide**, en outre, que le montant nominal maximal global des émissions de titres de créances susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme sur la base des 22^{ème} à 29^{ème} résolutions de la présente assemblée générale ne pourra excéder 500.000.000 euros ou sa contre-valeur en devises ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, à la date de la décision d'émission (« **Plafond Global II** »).

Résolution n°31 - Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés et mandataires sociaux de la Société et des salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce adhérents à un plan d'épargne entreprise tel que prévu aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138 et L. 225-138-1 du Code de commerce et celles des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. **délègue** au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions nouvelles, cette émission étant réservée aux salariés, aux anciens salariés et aux mandataires sociaux éligibles de la Société et/ou des sociétés liées à la Société au sens des dispositions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ;

2. **supprime**, en faveur desdits adhérents, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises en vertu de la présente résolution et renonce à tous droits aux actions pouvant être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution au titre de la décote et/ou de l'abondement ;

3. **décide** que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder un montant nominal maximum de 1.000 euros (soit, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société d'un centime d'euro, un maximum de 100.000 actions), étant précisé que ce montant ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ;

4. **décide** que le prix de souscription des actions émises en application de la présente délégation sera déterminé dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, étant précisé que la décote maximale par rapport à une moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ne pourra donc excéder 30%, ou de 40% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne entreprise en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans. Toutefois, lors de la mise en œuvre de la présente délégation, le Conseil d'administration pourra réduire le montant de la décote au cas par cas, notamment en raison de contraintes fiscales, sociales, ou comptables applicables dans les pays où sont implantées les entités du groupe participant aux opérations d'augmentation de capital. Le Conseil d'administration pourra également décider d'attribuer gratuitement des actions aux souscripteurs d'actions nouvelles, en substitution de la décote et/ou au titre de l'abondement ;

5. **décide** que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

- i. décider l'émission d'actions nouvelles de la Société ;
- ii. arrêter la liste des sociétés dont les salariés, anciens salariés et mandataires sociaux éligibles pourront bénéficier de l'émission, fixer les conditions que devront remplir les bénéficiaires pour pouvoir souscrire, directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement, aux actions qui seront émises en vertu de la présente résolution ;
- iii. décider et fixer les caractéristiques des émissions d'actions à émettre et, notamment, leur prix d'émission (avec ou sans prime d'émission), les modalités de souscription, de libération et de livraison et leur date de jouissance (même rétroactive) ;
- iv. décider, en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail, de l'attribution, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises, au titre de l'abondement et/ou, le cas échéant, de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pour effet de dépasser les limites prévues à l'article L. 3332-11 du Code du travail et, en cas d'émission d'actions nouvelles au titre de la décote et/ou de l'abondement, d'incorporer au capital les réserves, bénéfices ou primes d'émission nécessaires à la libération desdites actions ;
- v. constater la réalisation de toutes augmentations du capital, procéder à la modification corrélative des statuts, imputer les frais d'émission sur les primes et, s'il le juge opportun, prélever sur le montant des augmentations de capital les sommes nécessaires afin de porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social ;
- vi. prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé des titres créés ;

6. **prend acte** de ce que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation ; et

7. **décide** que la présente délégation est consentie pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée générale. La présente délégation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. Elle prive donc d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 23 mai 2024 sous sa 27^{ème} résolution.

Résolution n°32 – Modification des statuts en considération des dispositions de la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » et suppression de l'article 24 des statuts

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, **décide** :

1. concernant la participation aux réunions du Conseil d'administration à distance :
 - i. de mettre en harmonie l'article 13 des statuts de la Société avec les dispositions de l'article L. 22-10-3-1 du Code de commerce telles qu'issues de la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » ; et
 - ii. de modifier en conséquence et comme suit les cinquième, sixième et neuvième alinéas de l'article 13.2 des statuts de la Société, le reste de l'article demeurant inchangé :

Version actuelle	Version nouvelle proposée
Cinquième alinéa	Cinquième alinéa
Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des Administrateurs sont présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence).	Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des Administrateurs sont présents (ou réputés tels).
Sixième alinéa	Sixième alinéa
Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents (ou réputés tels en cas de recours à la visioconférence) ou représentés.	Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents (ou réputés tels) ou représentés.
Neuvième alinéa	Neuvième alinéa
Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, et sous réserve, le cas échéant, des dispositions légales et réglementaires applicables, les Administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par des moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration prévues à l'article L. 225-24, au dernier alinéa de l'article L. 225-35, au second alinéa de l'article L. 225-36 et au I de l'article L. 225-103 du Code de commerce ainsi que les décisions de transfert du siège social dans le même département peuvent être prises par consultation écrite des Administrateurs.	Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, et sous réserve, le cas échéant, des dispositions légales et réglementaires applicables, les Administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par des moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective, dans les conditions fixées par les règles légales et réglementaires en vigueur. Le règlement intérieur du Conseil d'administration peut le cas échéant prévoir que certaines décisions ne peuvent être prises lors d'une réunion du Conseil d'administration tenue dans ces conditions.

2. concernant le vote des membres du Conseil d'administration par consultation écrite :

- i. de mettre en harmonie l'article 13 des statuts de la Société avec les dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce telles que modifiées par la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » ; et, en conséquence ;
- ii. prenant acte de ce que la modification proposée du neuvième alinéa de l'article 13.2 ci-dessus supprime la référence existante à la consultation écrite, d'ajouter l'article 13.3 ci-dessous à l'article 13 des statuts de la Société :

Version nouvelle proposée

13.3 Consultation écrite

Sur décision de l'auteur de la consultation, les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite, y compris par voie électronique, sans aucune réunion physique du Conseil d'administration.

Tout Administrateur peut s'opposer au recours à la consultation écrite. Il doit notifier son opposition par tout moyen écrit, y compris par voie électronique, à l'auteur de la consultation dans un délai de deux (2) jours ouvrés suivant la réception de la demande de consultation écrite. En cas d'opposition, l'auteur de la consultation en informe sans délai les autres Administrateurs et convoque une réunion du Conseil d'administration. En cas d'urgence, l'auteur de la consultation peut fixer un délai plus court pour former opposition.

La consultation prend la forme d'un projet de procès-verbal indiquant expressément qu'il s'agit d'une consultation écrite, accompagné des documents nécessaires à la prise de décision.

Chaque décision soumise est présentée distinctement avec une zone de réponse [pour/contre/abstention] et un espace permettant à l'Administrateur d'expliquer sa position.

La demande de consultation écrite inclut le délai dans lequel il doit y être répondu, qui ne peut pas être inférieur à quatre (4) jours ouvrés de la date d'envoi de la demande, ainsi que la forme de la réponse, qui pourra être, le cas échéant, électronique. En cas d'urgence, l'auteur de la consultation peut fixer un délai de réponse plus court, sans toutefois qu'il ne puisse être inférieur au délai prévu pour former opposition.

À défaut de réponse dans le délai imparti, l'Administrateur est réputé ne pas avoir participé à la consultation et ne pas avoir exprimé un vote.

La décision est adoptée si au moins la moitié des Administrateurs ont participé à la consultation et à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité des voix, le vote exprimé par l'auteur de la convocation est prépondérant.

3. concernant le vote des membres du Conseil d'administration par correspondance :

- i. d'offrir aux membres du Conseil d'administration la possibilité de voter par correspondance conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce telles que modifiées par la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » ;
- ii. d'ajouter l'article 13.4 ci-dessous à l'article 13 des statuts de la Société :

Version nouvelle proposée

13.4 Vote par correspondance

Le vote par correspondance des membres du Conseil d'administration est autorisé dans les conditions prévues par la loi et la réglementation en vigueur et par le règlement intérieur du Conseil d'administration

- iii. en conséquence des modifications proposées ci-dessus, de renumérotter les articles suivants des statuts de la Société : 13.3 « *Pouvoirs du Conseil d'administration* », 13.4 « *Rémunération des administrateurs* » et 13.5 « *Président du Conseil d'administration* », respectivement « 13.5 », « 13.6 » et « 13.7 » ;

4. concernant la possibilité pour le Conseil d'administration de mettre les statuts en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires sans délégation de l'assemblée générale extraordinaire :

- i. prenant acte des dispositions de l'article L. 225-36 du Code de commerce telles que modifiées par la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » ;
- ii. d'ajouter l'alinéa ci-dessous à la fin de l'article 13.5 (anciennement 13.3) « *Pouvoirs du Conseil d'administration* » des statuts de la Société :

Version nouvelle proposée

Le Conseil d'administration apporte les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

5. concernant le recours à un moyen de télécommunication pour la tenue de l'assemblée générale :

- i. de mettre en harmonie les articles 18.2 et 18.4 des statuts de la Société avec les dispositions de l'article L. 225-103-1 du Code de commerce tel que modifiées par la loi 2024-537 du 13 juin 2024 dite loi « Attractivité » ;
- ii. de modifier en conséquence et comme suit l'article 18.2 des statuts de la Société :

Version actuelle	Version nouvelle proposée
(...)	(...)
Les Assemblées d'actionnaires peuvent se tenir au siège social de la Société ou en tout autre lieu en France métropolitaine indiqué dans l'avis de convocation, y compris via tout système de visioconférence ou tout système de télécommunication conformément aux dispositions applicables.	Les Assemblées d'actionnaires peuvent se tenir au siège social de la Société ou en tout autre lieu en France métropolitaine indiqué dans l'avis de convocation, y compris via tout système de visioconférence ou tout système de télécommunication conformément aux dispositions applicables.

- iii. de modifier en conséquence et comme suit le dernier alinéa de l'article 18.4 des statuts de la Société :

Version actuelle	Version nouvelle proposée
(...)	(...)
Les actionnaires peuvent sur décision du Président du Conseil d'administration dans l'avis de réunion et/ou de convocation, participer et voter à une Assemblée d'actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dans les conditions prévues par les dispositions législatives et les dispositions réglementaires en vigueur au moment de son utilisation. Tout actionnaire participant à une Assemblée d'actionnaires par ce	Les actionnaires peuvent sur décision du Président du Conseil d'administration dans l'avis de réunion et/ou de convocation, participer et voter à une Assemblée d'actionnaires par un visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dans les conditions prévues par les dispositions législatives et les dispositions réglementaires en vigueur au moment de son utilisation. Tout actionnaire participant à une Assemblée d'actionnaires par ce

Version actuelle	Version nouvelle proposée
Assemblée d'actionnaires par l'un moyen est réputé présent pour le des moyens précités est réputé calcul du quorum et de la majorité. présent pour le calcul du quorum et de la majorité.	

6. concernant l'article 24 « *Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social* » :

- i. prenant acte de ce que les dispositions actuelles reprenaient une partie des dispositions anciennes de l'article L. 225-248 du Code de commerce, sans rien y ajouter, et que ces dispositions ont depuis été modifiées par le législateur, sans que les statuts de la Société n'aient été mis à jour ;
- ii. décide de supprimer l'article 24 « *Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social* » ; et

- iii. décide de renuméroter en conséquence les articles suivants des statuts de la Société : 25 « *Effets de la dissolution* », 26 « *Liquidation* », 26.1 « *Nomination des liquidateurs - Pouvoirs* », 26.2 « *Liquidation - Clôture* » et 27 « *Contestations* », respectivement « 24 », « 25 », « 25.1 », « 25.2 » et « 26 ».

5.3. Résolution de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Résolution n°33 – Pouvoirs pour formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur, d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

6. Demande de documents

Lhyfe

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS¹

(Art. R. 225-88 du Code de commerce)

Je soussigné :

Nom

Prénom(s)

Adresse

.....

Adresse électronique

Propriétaire de action(s) de la société Lhyfe.

demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale Mixte (ordinaire et extraordinaire) du 23 mai 2025, tels qu'ils sont visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce, au format suivant :

- papier
- fichiers électroniques à l'adresse mail indiquée ci-dessus

Fait à le

Signature

NOTA : les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées d'actionnaires ultérieures.

¹ Formulaire à adresser à Uptevia – Service Assemblées Générales, 90/110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex

Lhyfe

Société anonyme au capital de 479.703,48 euros

Siège social : 1 ter mail Pablo Picasso, 44000 Nantes, France

850 415 290 RCS Nantes

PRODUCTEUR ET FOURNISSEUR
D'HYDROGÈNE VERT & RENOUVELABLE

www.lhyfe.com